

Crise d'octobre : Les cols bleus de Laval dans la tourmente de 1970

Ils étaient mentionnés dans le manifeste du FLQ

GABRIEL ST-JEAN

Actualités - Publié le 22 octobre 2010 à 13:17



Pendant la crise d'octobre, l'armée a fouillé de fond en comble la maison d'un col bleu lavallois. Il est encore marqué par les événements.

«Oui il y en a des raisons à la pauvreté, au chômage, aux taudis, au fait que vous M. Bergeron de la rue Visitation et aussi vous M. Legendre de Ville de Laval qui gagnez 10 000 dollars par année [...] et les cols bleus de Laval et de Montréal et les gars de Lapalme en savent des tas de raisons.»

Lorsque Gaétan Montreuil lit ces lignes à la télévision de Radio-Canada le 8 octobre 1970, Jacques (nom fictif), ancien membre de l'exécutif du syndicat des cols bleus de Laval, n'en croit pas ses oreilles. «On était surpris, se souvient-il. Nous n'avions aucun lien avec le Front de libération du Québec.»

Le retraité se souvient cependant qu'en octobre 1970, son syndicat vient de terminer une ronde de négociations avec la ville de Laval. «Nous luttons pour l'amélioration de nos conditions de travail, raconte Jacques. Nous voulions niveler et harmoniser toutes les conventions collectives issues des différentes villes de l'île Jésus, fusionnées quelques années auparavant.»

À l'époque, le syndicat des cols bleus de Laval désire aussi atteindre les mêmes salaires que les employés de la ville de Montréal. «Le déblayeur de Laval qui rencontrait celui de Montréal au milieu du Pont-Viau recevait 2\$ de l'heure de moins, explique l'ancien col bleu. Ça n'avait pas de bon sens.» Le 6 août 1970, deux mois avant le début de la crise, les cols bleus de Laval signent une convention collective. Ils étaient en grève depuis le 28 mai.

Selon Jacques, les cols bleus de Laval se sont retrouvés dans le manifeste du FLQ pour des raisons purement circonstancielles. «Quand on lit le manifeste, on se rend compte que le Front de libération du Québec énumérait simplement les conflits de l'heure. Avant la crise, nous avions d'ailleurs manifesté avec les camionneurs de la compagnie Lapalme, qui sont aussi mentionnés dans le document. C'était un concours de circonstances.»

L'armée dans la maison d'un col bleu

Si Jacques n'a pas subi de représailles de la part des autorités de l'époque, Guy, qui a lui aussi préféré garder l'anonymat, a dû faire face à l'armée dans sa propre résidence. Francis Desjardins, actuel vice-président santé et sécurité du syndicat des cols bleus, s'est entretenu à quelques reprises avec l'homme.

«L'armée est débarquée chez Guy avec un camion et a fouillé la maison de fond en comble, raconte M. Desjardins. Les soldats lui ont demandé de se taire. Il n'a jamais su ce qu'ils cherchaient. À cette époque, notre syndicat était affilié à la CSN, qui comptait dans ses rangs des sympathisants du FLQ. L'armée cherchait probablement des documents reliés à ça.»

Selon le vice-président, le retraité est encore marqué par cette histoire. «Pour Guy, c'est une période à oublier. Il est encore un peu sous le choc.»